

DEPARTEMENT D'EURE ET LOIR

REPUBLIQUE FRANÇAISE
715VILLE DE DREUX
CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE**MAINTIEN A DOMICILE**
Acte constitutif d'une régie de recettes – Maintien à Domicile

N° DEC07/2024

Le Maire de la Ville de Dreux, Président du Centre Communal d'Action Sociale,

Vu la délibération du Conseil d'Administration en date du 1^{er} septembre 2020 donnant délégation au Président,

Vu l'élection par le Conseil d'Administration de Monsieur Mounir CHAKKAR en qualité de Vice-Président en date du 1^{er} septembre 2020,

Vu l'article R.123-21 du Code de l'Action Sociale et des Familles qui dispose que le Maire, Président du Centre Communal d'Action Sociale, peut sous sa surveillance et sa responsabilité déléguer une partie de ses fonctions au Vice-Président,

Vu l'arrêté du 17 septembre 2020 dans lequel le Président du Centre Communal d'Action Sociale donne sous sa surveillance et sous sa responsabilité, délégation de fonction et de signature à Monsieur Mounir CHAKKAR, Vice-Président du Centre Communal d'Action Sociale,

Vu l'article L.315-17 du Code de l'Action Sociale et des Familles ;

Vu les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, notamment l'article 22 ;

Vu le décret n° 2022-1605 du 22 décembre 2022 portant application de l'ordonnance n° 2022-408 du 23 mars 2022 relative au régime de responsabilité financière des gestionnaires publics et modifiant diverses dispositions relatives aux comptables publics ;

Vu la délibération du Conseil d'administration en date du 1^{er} septembre 2020 autorisant le Président à créer des régies communales en application de l'article L. 2122-22 al. 7 du code général des collectivités territoriales ;

Vu l'avis du comptable public assignataire en date du 30/05/2024 ;

DECIDE

Article 1^{er} : **D'instituer** une régie de recettes Maintien à Domicile à compter du 1^{er} juillet 2024.

Article 2 : **De Dire** que cette régie sera installée au 1 rue Henri Lefebvre 28100 DREUX.

Article 3 : **De dire** que cette régie encaisse les produits suivants :

- Téléassistance
- Petits dépannages
- Portage de repas
- Aide à domicile

Article 4 : **De dire** que les recettes désignées à l'Article 3 sont encaissées selon les modes de recouvrement suivants :

Accusé de réception en préfecture 028-262800584-20240603-DEC07-2024-AR Date de télétransmission : 04/06/2024 Date de réception préfecture : 04/06/2024

- Chèque bancaire ou postal
- Prélèvement bancaire
- Virement SEPA,
- Titre Payable Par Internet
- Mandat postal
- Numéraire
- Carte bancaire
- CESU

Elles sont perçues contre remise à l'usager d'un ticket ou formule assimilée (facture, quittance P1EZ, quittance informatique).

Article 5 : De dire qu'un compte de Dépôt de Fonds au Trésor est ouvert au nom du régisseur ès qualité auprès du Service de Gestion Comptable de Dreux Agglomération.

Article 6 : De dire que l'intervention d'un mandataire suppléant a lieu dans les conditions fixées par son acte de nomination.

Article 7 : De dire que le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conservé est fixé à 31 500 €.

Article 8 : De dire que le régisseur est tenu de verser au Service de Gestion Comptable de Dreux le montant de l'encaisse dès que celui-ci atteint le maximum fixé à l'Article 7 et au minimum une fois par mois.

Article 9 : De dire que le régisseur verse auprès du Service de Gestion Comptable de Dreux la totalité des justificatifs des opérations de recettes au minimum une fois par mois.

Article 10 : De dire que le régisseur titulaire percevra une part supplémentaire « IFSE part régie » versée en complément de la part fonction IFSE prévue par son groupe de fonctions.

Article 11 : De dire que le mandataire suppléant percevra une part supplémentaire « IFSE part régie » versée en complément de la part fonction IFSE prévue par son groupe de fonctions.

Article 12 : De dire que le Président et Monsieur le Responsable du Service de Gestion Comptable de Dreux Agglomération, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision à compter de sa date de signature et dont une ampliation sera adressée au régisseur titulaire et aux mandataires suppléants.

Article 13 : D'informer que la présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif d'Orléans dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification. Le Tribunal peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet <http://www.telerecours.fr>.

Fait à Dreux, le 03/06/2024

**Le Président du
Centre Communal d'Action Sociale,**

Pour le Président
Par délégation de signature
Le Vice-Président du CCAS
Mounir CHAKKAR

Pierre-Frédéric BILLET



Document certifié exécutoire
après dépôt à la Sous-Préfecture le :
et affichage, notification ou publication le : 04/06/2024

Accusé de réception en préfecture
028-262800584-20240603-DEC07-2024-AR
Date de télétransmission : 04/06/2024
Date de réception préfecture : 04/06/2024